

95 cas confirmés de fièvre aphteuse à Ghardaïa

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4567 - Dimanche 2 septembre 2018 - Prix : 10 DA

En prévision de la rentrée scolaire à Béjaïa
**Réfection et entretien
de 150 établissements
scolaires**

Page 24

Rentrée sociale

La scène politique prend des couleurs

Page 2

**La forte
probabilité
d'une attaque
chimique
à Idleb**

Par Mohamed Habili

S'agissant de la bataille d'Idleb, dont tout indique qu'elle est imminente, la question qui se pose n'est pas de savoir qu'elle en sera l'issue, mais si elle donnera ou non lieu à une attaque chimique. Il n'y aura pas même lieu de s'interroger le cas échéant sur l'identité du coupable, tant une attaque de ce genre est aux antipodes des intérêts de Damas, dont la victoire par les moyens ordinaires ne fait de doute pour personne. Pour la rébellion en revanche, en particulier pour ses factions djihadistes, qui sont dominantes à Idleb, elle est ce qui peut lui arriver de mieux, étant donné qu'elle sera imputée sans autre forme de procès à l'armée syrienne par les Etats-Unis et les autres puissances occidentales, la France et la Grande-Bretagne notamment. Il suffit qu'elle se produise pour que ces dernières agissent comme elles ont dit qu'elles feraient : elles lanceront des raids soi-disant de représailles contre ses positions, comme par deux fois déjà dans le passé et sous le même prétexte. C'est la raison pour laquelle beaucoup voient dans l'avertissement conjoint de ces trois plus qu'une autorisation donnée aux groupes rebelles, une incitation au crime faite à leur adresse. C'est comme si on leur disait : allez-y, faites comme votre intérêt vous le commande, de toute façon on ne vous tiendra pas pour responsables, faites-seulement attention à ne pas laisser trop d'indices derrière vous, qui ensuite pointeront sans nul doute possible dans votre direction.

Suite en page 3

Irrigation de champs agricoles avec des eaux usées

Bouazghi : «Les criminels seront sanctionnés et vont être poursuivis en justice»



«Ce phénomène ne date pas d'hier. Et les personnes qui sont ou seront responsables de cette pratique illégale seront lourdement sanctionnées, à savoir la saisie de leurs équipements d'arrosage, destruction de leurs récoltes et poursuites judiciaires», a indiqué le ministre en réponse à l'affaire relative à l'irrigation de champs agricoles avec des eaux usées. Lire page 3

Incident maritime au port d'Oran
**Le car-ferry Tassili II heurte
un navire panaméen**

Page 24



Prix «Transfuge» du meilleur polar francophone de l'année 2018
**«1994» d'Adlène Meddi
lauréat**

Page 13

Rentrée sociale

La scène politique prend des couleurs

■ L'affaire de la cocaïne et toutes les enquêtes qui s'en sont suivies, conjuguées à la période des grandes vacances, ont terré le politique pour un temps. Celui de voir plus clair, car l'échéance des élections présidentielles prochaines distante d'à peine quelques mois ne laisse plus grand choix à la réflexion. Si l'on se réfère à la dernière élection qui eut lieu le 17 avril 2014, le président de la République avait alors convoqué le corps électoral le 18 janvier de la même année.



Ph/E. Soraya/J.A.

Par Ali L.

Donc, au courant de ces quelques mois nous séparant de ces délais, les partis et personnalités politiques vont devoir mettre les bouchées doubles, tant pour décider des participations à cette élection que pour peaufiner les programmes avant de prendre part aux joutes électorales.

Les premières batailles vont se livrer au sein du Parlement, terreau par excellence du débat politique. Demain, lundi, les élus feront leur rentrée parlementaire avec à la clé la mise en conformité avec la nouvelle Constitution une des dispositions clés gérant le Parlement, en l'occurrence le vote du règlement intérieur, en retard de plus de deux ans.

L'autre moment fort attendu lors de cette année parlementaire est le débat du projet de loi de finances 2019. C'est une occasion en or pour faire valoir les positions des uns et des autres.

Pour les partis majoritaires, l'heure est au consensus et au renforcement des rangs en droite ligne avec le travail déjà effectué dans le sens de constituer un front de soutien pour la candidature du président de la République à sa propre succession et de l'autre, une opportunité pour les autres formations siégeant au sein de l'hémicycle pour s'affirmer en tant qu'acteurs, des alliances en prévision de cette échéance ont de grandes chances de se nouer.

Le MSP garde la porte ouverte

L'une des formations qui va puiser dans le terreau APN est sans conteste le MSP qui a fait savoir qu'il se prononcera sur la prochaine présidentielle lors de la réunion de son Conseil consultatif, «*définitivement*» vers la fin de l'année. Entre-temps, il laisse la porte ouverte à trois

possibilités, à savoir dégager son propre candidat, le boycott ou une possible alliance avec l'opposition, avec toutefois la précision que le candidat de cette alliance pourrait revenir au MSP qui se présentera comme candidat. Le parti MSP joue ainsi sur tous les tableaux bien qu'une seule de ces trois formules soit crédible, à savoir la présentation d'un candidat propre du parti. Les deux autres, à savoir le boycott à très peu de chances d'être adopté au su de la position de ce parti qui a toujours réfuté la politique de la chaise vide ; quant à l'alliance avec l'opposition, les expériences malheureuses dans le passé écartent la possibilité pour raison de nocivité du leadership qui a de tout temps miné l'opposition.

Le FFS compte aussi ratisser large

Avec un discours constant, le

FFS revient à chaque occasion sur son attachement à l'idée de reconstruction d'un consensus national. «*Seule voie pour garantir un Etat de droit, démocratique et social*», martelait encore ces derniers jours son premier secrétaire national. Une approche que le vieux parti d'opposition pourrait développer déjà au sein de l'Assemblée nationale en vue d'obtenir un large consensus dans le milieu de l'opposition. Une forme de contrepoids que le FFS compte créer pour un nouveau «*rapport de force favorable au changement du système actuel*».

La promesse d'un débat intense est ferme, d'autant que certains partis politiques n'ayant rejoint ni le front de soutien au Président ni le «*consensus*» du MSP pourraient enrichir, parmi eux certains partis de la mouvance islamique comme le mouvement El Islah qui prône «*le dialogue pour trouver des solutions*

aux problèmes que vit le pays», tout en précisant le nœud pour un candidat de l'opposition du fait que le SG de cette formation a déjà annoncé la participation de son parti aux prochaines élections présidentielles dans le cadre d'un «*consensus national*» en vue «*d'appuyer un candidat dans le cadre d'un projet national rassembleur*».

Comme par anticipation, les grosses pointures, en l'occurrence FLN-RND, ont pris les devants pour donner corps à l'idée de cinquième mandat du président de la République en ramenant une quarantaine de partis politiques, d'organisations et associations de la société civile ralliés à la plateforme de consensus. La signature de ces partis de la charte portant soutien au président de la République, ces prochains jours, va incontestablement marquer l'orientation de ce débat.

A. L.

Rentrée scolaire 2018-2019

Plus de 16 000 fonctionnaires formés

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé, hier à Alger, que plus de 16 000 fonctionnaires ont bénéficié de sessions de formation, dont plus de 12 000 enseignants durant l'année scolaire précédente, soit un taux de 74,8%.

Intervenant lors de la réunion des coordonnateurs des organes d'inspection, des directeurs d'instituts de formation et des chefs de services de forma-

tion aux directions de l'éducation, la ministre a indiqué que 16 566 fonctionnaires ont bénéficié de sessions de formation, dont 12 395 enseignants durant l'année scolaire précédente, soit un taux de 74,8%.

Il s'agit également de 53 352 nouveaux enseignants ayant bénéficié de la formation préparatoire durant la même période, outre l'organisation de 807 sessions de formation au profit des

ouvriers professionnels et travailleurs de l'éducation, a fait savoir M^{me} Benghebrat.

A cette occasion, la ministre a précisé que le plan national stratégique de formation s'articule autour du principe de l'examen des situations auxquelles les fonctionnaires font face lors de l'exercice de leurs fonctions et ce, pour qu'ils puissent acquérir des compétences professionnelles devant leur permettre de

s'adapter aux développements et aux nouvelles exigences, outre le recyclage de leurs connaissances en vue de surmonter le mode de formation théorique.

Les inspecteurs, les chefs des établissements scolaires et les enseignants sont les premiers concernés par cette formation, vu qu'ils interviennent grandement «*dans l'opération pédagogique et la gestion des établisse-*

ments éducatifs», a-t-elle ajouté.

La ministre de l'Éducation a, en marge de cette réunion, fait état des entraves auxquelles le secteur fait face en matière de formation, dont celles des sessions de formation et la manière de répartition du volume horaire les jours de semaine, soulignant, dans ce sens, la possibilité de programmer la formation les samedis.

A. F.

Irrigation de champs agricoles avec des eaux usées

Bouazghi : «Les criminels seront sanctionnés et vont être poursuivis en justice»

■ «Ce phénomène ne date pas d'hier. Et les personnes qui sont ou seront responsables de cette pratique illégale seront lourdement sanctionnées, à savoir la saisie de leurs équipements d'arrosage, destruction de leurs récoltes et poursuites judiciaires», a indiqué le ministre en réponse à l'affaire relative à l'irrigation de champs agricoles avec des eaux usées.



Par Thinhinene Khouchi

Présidant une conférence de presse sur le bilan de la campagne céréalière 2017-2018 au siège du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, hier, Abdelkader Bouazghi a indiqué que «les personnes qui irriguent leurs champs agricoles avec des eaux usées ne sont pas des agriculteurs mais des criminels qui salissent la vraie image de l'agriculteur», ajoutant que «ces personnes vont être poursuivies en justice, leurs récoltes détruites et leurs équipements d'arrosage saisis». Insistant sur le fait que «les eaux destinées à l'irrigation des fruits et légumes sont saines et ne peuvent en aucun cas être à l'origine de la propagation de l'épidémie de choléra», le ministre a rassuré les citoyens sur la qualité des fruits et légumes produits en Algérie. Invitant tout de

même les consommateurs à respecter les conditions d'hygiène requises, à savoir le lavage des fruits et légumes avant leur consommation, Bouazghi explique encore une fois que l'eau d'irrigation absorbée par les plantes ne représente pas de danger pour les productions agricoles. En effet, depuis la confirmation des cas de choléra, des citoyens redoutent une contamination des fruits et légumes par des eaux d'irrigation illicite provenant des eaux usées et qui seraient, selon eux, à l'origine de cette épidémie. En outre, lors de cette conférence de presse qui a eu lieu au siège du ministère de l'Agriculture, le ministre a indiqué que la production nationale des céréales réalisée durant la campagne 2017-2018 avait atteint un niveau record de plus de 60 millions de quintaux. «La production céréalière réellement obtenue durant la campagne 2017-2018 a été esti-

mée à 60,5 millions de quintaux, contre 34,7 millions de quintaux durant la campagne précédente, soit une hausse de 74,4%», a précisé Bouazghi lors d'une rencontre d'évaluation de la saison moissons-battage 2017-2018, organisée au siège du ministère. Selon Bouazghi, il s'agit d'une production record qui n'a jamais été réalisée. Selon lui, cette augmentation de la production est due essentiellement aux moyens matériels et humains mobilisés. En outre, le ministre de l'Agriculture a indiqué que l'Algérie cessera d'importer les pois chiches et les lentilles dans les prochaines années, et ce, vu les efforts déployés par l'Etat à l'effet d'augmenter la production des légumes secs, notamment les lentilles et les pois chiches, a-t-il expliqué. Pour appuyer ses propos, Bouazghi a rappelé qu'en ce qui concerne les pois chiches, la superficie réservée à la culture de ce légume sec est

passée de 19 000 hectares en 2001 à 32 000 ha en 2018. S'agissant de la production de pois chiches, elle augmente, quant à elle, d'année en année, passant de 123 000 quintaux en 2001 à 340 000 quintaux en 2018. Concernant les lentilles, la superficie réservée à la culture de ce légume sec est passée de 920 hectares en 2001 à plus de 27 000 hectares en 2018. Pour ce qui est de la production des lentilles, elle est de 300 000 quintaux en 2018 contre 4 580 quintaux en 2001. «Ce résultat est le fruit des efforts consentis par les pouvoirs publics dans le cadre du Plan national de développement agricole», a expliqué Bouazghi. Concernant le problème de stockage, le ministre a déclaré que «pour mettre fin à ce problème, 39 stocks sont en cours de réalisation, 9 sont déjà exploités et les autres seront réceptionnés prochainement».

T. K.

Un dispositif de veille sanitaire est mis en place

95 cas confirmés de fièvre aphteuse à Ghardaïa

Des sorties sur terrain au quotidien sont organisées par les services vétérinaires dans toute la wilaya de Ghardaïa, où des cas de fièvre aphteuse sont détectés parmi le cheptel bovin, notamment dans les communes d'El Ateuf et Metlili où il a été enregistré respectivement 35 et 60 cas confirmés par le laboratoire régional vétérinaire de Laghouat.

Cette maladie, dont des cas ont été détectés dans un abattoir d'Alger quelques jours avant l'Aïd El Adha, était considérée jusque-là comme une alerte, de

par le danger de contamination très grand parmi le bétail qu'il soit bovin, ovin ou caprin.

Les deux foyers de fièvre aphteuse bovine découverts dans certaines exploitations d'élevage à Ghardaïa seraient circonscrits, selon les services de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des services agricoles (DSA) qui a déployé «toutes les mesures nécessaires de lutte et de prévention "biosécurité" pour contenir la maladie et éviter sa propagation» et ce, en collaboration avec les autorités locales et les éleveurs, a rassuré le respon-

sable de l'inspection vétérinaire par intérim, D' Ishak Ktila, dans une déclaration à l'APS.

Il a ainsi été procédé à la mise sous surveillance des deux exploitations d'élevage bovin et l'interdiction de déplacement des animaux dans les zones circonscrites, le chaulage, le nettoyage et la désinfection des exploitations (locaux et matériel, etc.) ainsi que l'interdiction de rassemblement du bétail et celle de l'utilisation du fumier et son incinération sur les lieux, a-t-il ajouté, dans le cadre d'un dispositif de veille en vigueur depuis

avril dernier. Ceci, en plus d'un certain nombre de mesures administratives prises notamment par la wilaya qui a décrété par arrêté la restriction des déplacements des animaux, l'interdiction des lieux de rassemblement des animaux sensibles à la maladie tels les marchés à bestiaux, comme il est recommandé le respect de la réglementation sanitaire et les règles d'hygiène dans les exploitations agricoles, les étables et écuries.

Une campagne de sensibilisation sur les mesures à prendre pour éviter la propagation de

LA QUESTION DU JOUR

La forte probabilité d'une attaque chimique à Idleb

Suite de la page une

Dans ces conditions, ce qui serait le plus étonnant, ce n'est pas que l'attaque chimique se produise, mais qu'elle ne se produise pas au contraire. Les Occidentaux et Israël ont laissé faire l'armée syrienne à Deraa, et dans ses environs, tout près donc du Golan occupé, n'ayant préalablement posé qu'une seule condition, qui est que les forces relevant de Téhéran ne prennent pas part à la bataille. Nulle mention alors d'une attaque chimique que l'armée syrienne s'approprierait à lancer comme aujourd'hui, à la veille de la bataille finale d'Idleb. Les épisodes passés de cette guerre à la fois longue et sans précédent ne laissent pas de doute cependant quant à l'issue de la guerre. Les Occidentaux feront tout ce qui est encore en leur pouvoir pour être en mesure de peser sur l'avenir de la Syrie, mais ils n'iront jamais jusqu'à empêcher la victoire de l'armée syrienne et de ses alliés. Car vouloir inverser le cours de cette guerre alors même qu'elle se termine, c'est courir plus que jamais le risque majeur de la transformer en une autre, qui elle ne sera pas seulement avec Damas et Téhéran, mais avec la Russie, ce que ces puissances ont soigneusement évité jusque-là. Gêner au maximum les plans de la Russie, oui, ce à quoi du reste elles s'appliquent depuis le début. Faire en sorte qu'elles aient leur mot à dire quand auront cessé les affrontements et qu'il faille songer à la reconstruction à tous égards de la Syrie, voilà une perspective que sûrement elles ne perdent pas de vue. Toutes choses qui supposent que le régime de Damas demeure contre leur volonté. Ce qu'il reste de cette guerre est au fond à l'image de ses phases précédentes. S'il y a une particularité dans cette phase finale, elle réside dans le fait qu'il n'y en aura pas d'autres. On comprend donc que les Occidentaux se montrent plus menaçants que d'habitude. C'est maintenant en effet qu'ils doivent s'assurer qu'ils continueront de compter dans la région, bien qu'ils aient perdu la partie en Syrie.

M. H.

cette zoonose ainsi qu'un recensement du cheptel seront lancés par ailleurs auprès de l'ensemble des éleveurs de la wilaya.

B. R.

Salon international de l'agriculture «Mosta-Expo»

Plus de 50 exposants attendus du 25 au 27 septembre à Mostaganem

■ Plus de 50 exposants nationaux et étrangers sont attendus à la première édition du Salon international de l'agriculture «Mosta-Expo», prévu du 25 au 27 septembre courant à Mostaganem, a-t-on appris hier des organisateurs.

Par Malek D.

Cette manifestation aura pour cadre le parc d'attraction et de loisirs «Mosta-Land» de Kharrouba (Est de Mostaganem). Elle verra la participation de plus de 50 exposants représentant les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et des ressources en eau et autres créneaux économiques. Outre l'Algérie, cinq pays prendront part à cette édition, en l'occurrence la Tunisie, la France, l'Espagne, la Turquie, la Chine et l'Italie. Ce dernier pays sera l'invité d'honneur de cette édition, a-t-on précisé de même source. «Mosta-Expo» regroupera des producteurs et des opérateurs économiques versés dans les créneaux du machinisme, des engrais, des produits phytosanitaires, de la santé animale, de la transformation et de

l'agroalimentaire, des énergies renouvelables en plus des associations professionnelles. En marge de ce salon, les organisateurs ont prévu des rencontres regroupant des professionnels et des experts pour discuter de diverses problématiques comme «les techniques d'économie de l'eau», «les mécanismes de valorisation des produits agricoles», «l'aquaculture», «la commercialisation et l'exportation». Ce salon international vise à promouvoir des produits agricoles, encourager les échanges d'expériences entre les participants, faire connaître les nouvelles technologies concernant le secteur et encourager des investisseurs au partenariat dans les domaines de la production, de la distribution, de la commercialisation, des exportations, des industries de transformation et alimentaires.

M. D.



Logements LPL et LSP

455 unités attribuées à Laghouat

Pas moins de 455 unités de types logements publics locatifs (LPL) et logements sociaux participatifs (LSP) ont été attribuées récemment à travers les communes de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Il s'agit de l'attribution de 242 unités LPL dans les communes de Ain Madhi (185 logements) Bennacer Ben Chohra (55 unités), et le reste a été destiné à la commune d'El Houita, a-t-on précisé de même source. Concernant le logement social participatif, 213 unités ont été distribuées dans la commune du chef-lieu de wilaya, selon la même source qui relève que ce quota est le dernier de cette formule notifié à la wilaya. Dans le cadre de l'autoconstruction, 362 lots de terrain à bâtir ont été attribués, dont 182 dans la commu-

ne de Brida et 180 autres à Taouiala, ont souligné les services de la wilaya de Laghouat. Ces quotas de logements s'ajoutent aux actes de propriété qui

ont été octroyés durant le mois de juillet dernier dans cette wilaya, pour les 462 logements publics locatifs (LPL) à Bellil (Hassi R'Mel) et 200 unités

AADL à Aflou, outre l'attribution de 36 aides à l'habitat rural. Il est prévu la distribution d'un total de 3 025 unités de type logement public locatif à travers les diffé-

rentes communes de la wilaya, pour lesquelles les commissions de daïra ont entamé les enquêtes, a-t-on signalé.

Kader F./APS

Au premier jour d'une campagne de nettoyage

Plus de 280 tonnes de déchets collectées à Constantine

Une quantité de 283 tonnes de déchets domestiques et solides a été collectée en un jour à Constantine, dans le cadre d'une vaste campagne de nettoyage initiée jeudi dernier à l'échelle nationale par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, a indiqué hier le chef de daïra, Azzeddine Anteri. L'opération, organisée par les services de la wilaya avec la collaboration de la daïra et de l'Assemblée populaire communale (APC), a porté sur le ramassage, pour la seule journée de jeudi, de 198 tonnes de déchets solides et de 85 tonnes d'ordures ménagères, a précisé le même responsable. La campagne qui a ciblé

plusieurs quartiers du secteur urbain d'El Gammass, à l'instar des cités Erriadh, El Mouna, Boumerzoug, Sarkina 1-2-3, a permis également de reprendre la peinture de 2,8 km de bordures de routes, le désherbage de 10 000 m² d'espaces verts et le chaulage de 125 arbustes, a ajouté la même source. Pas moins de 780 agents des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) et des entreprises publiques de la wilaya ont été mobilisés pour cette opération, a souligné M. Anteri. En matière de moyens matériels, 60 engins, dont des camions à bennes-tasseuses, des tracteurs, des chargeurs, des semi-remorques, des

débroussailluses et des rétro chargeurs, ont été mis à contribution pour garantir le bon déroulement de cette action d'assainissement, a fait savoir la même source. Cette campagne de nettoyage sera reconduite chaque samedi, les mois prochains, pour toucher l'ensemble des groupements d'habitation des autres secteurs urbains, a-t-il encore indiqué. Le chef de daïra a salué la participation «active» des comités de quartiers à cette action, qui, signale-t-on, vise à redonner au chef-lieu de wilaya une image attrayante et à lutter contre toutes formes de pollution.

N. T.

Organisation des Scouts arabes

Un siège à réaliser sur les hauteurs de Chréa

Le secrétaire général de l'Organisation des Scouts arabes, Attef Abdelmadjid, a annoncé à partir de Blida, la préparation en cours d'un projet de fondation d'un siège pour l'Organisation des Scouts arabes sur les hauteurs de la région touristique de Chréa, dont la beauté a enchanté les groupes scouts qui l'ont visitée depuis le début de la semaine, au titre de la manifestation «Aich Al Barari». «Une contribution de la part de nombreux pays arabes est attendue pour le financement de cet important projet», a indiqué M. Attef dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite à la région touristique de Chréa, en compagnie du commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Mohamed Boualleg, et d'autres comman-

dants des groupes scouts qui ont pris part au 32^e Camp des Scouts arabes, et qui représentent 17 pays, dont l'Arabie saoudite, le Liban, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, outre la participation, pour la première fois, d'un pays non arabe représenté par les Etats-unis d'Amérique (USA). Attef Abdelmadjid a exprimé, à l'occasion, ses profonds remerciements au wali de Blida, Mustapha Layadhi, qui s'était engagé à l'affectation d'une assiette foncière pour l'implantation de ce projet destiné à abriter de nombreuses activités des scouts attendues à l'animation, à l'avenir, par l'Organisation des Scouts arabes. «Les paysages féeriques de la région de Chréa représentent un cadre idéal pour abriter les activités principales des scouts, visant l'apprentissage

de nouvelles aptitudes en milieu naturel (camping et randonnée, entre autres)», a-t-il ajouté. Le secrétaire général de l'Organisation des Scouts arabes a fait état, en outre, du climat de paix et de sérénité ayant permis aux groupes scouts de visiter, en toute tranquillité, de nombreuses wilayas et de jouir des beaux paysages caractérisant l'Algérie, à l'instar de la région côtière de Tipasa et des monts de Chréa, a-t-il indiqué. «Les différents groupes scouts qui ont visité cette région (Chréa) ont tous exprimé leur désir d'y revenir pour organiser d'autres visites exploratrices», a-t-il assuré, «pour confirmer l'adage qui dit : celui qui voit Chréa y reviendra sûrement». Pour leur part, les différents commandants des groupes scouts arabes,

prenant part à leur 32^e Camp, abrité pour la 3^e fois par l'Algérie, se sont tous félicités du «très bon accueil» qui leur a été réservé tant par les responsables algériens que par des citoyens, tout en exprimant leur souhait d'avoir l'opportunité de «revenir encore une fois pour visiter d'autres régions de ce pays, afin d'en apprendre davantage sur les us et coutumes de son peuple réputé pour son sens de l'hospitalité», selon leur expression. A noter que la région touristique de Chréa a accueilli, depuis lundi dernier, près de 600 scouts représentant de nombreux pays arabes et étrangers, dont l'Egypte, la Tunisie, le Liban et les Etats-unis d'Amérique (USA), sous forme de groupes comptant 150 éléments chacun.

R. N.

Hydrocarbures

Sonatrach et la compagnie bolivienne YPF signent un mémorandum d'entente

■ Le groupe Sonatrach et la compagnie publique bolivienne, Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF), ont convenu de renforcer leur coopération en vertu d'un mémorandum d'entente signé vendredi à Santa Cruz de la Sierra en Bolivie, selon Sonatrach.



Par Faiza O.

Le document, prévoyant l'établissement d'une coopération entre les deux groupes pétroliers en matière d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures, a été paraphé par le patron de la Sonatrach, Abdelmoumen Ould

Kaddour, et le P-DG de YPF, Oscar Javier Barriga Arteaga, en marge du premier forum international sur le gaz, la pétrochimie et les combustibles verts qui a clôturé vendredi ses travaux à Santa Cruz. Aux termes de cet accord, les deux compagnies se sont engagées à asseoir un

cadre de coopération dans les domaines de la pétrochimie, la commercialisation du gaz et des produits raffinés avec la possibilité de créer des associations à cet effet. Le protocole d'entente prévoit, par ailleurs, un échange d'informations incluant également celles se rapportant aux

règles et règlements régissant l'exploration des hydrocarbures, précise-t-on de même source. A cette fin, Sonatrach et YPF se sont mis d'accord pour mettre en place un comité qui sera chargé de coordonner ces actions de coopération. Le premier groupe énergétique africain qui s'est fixé l'ambition de se placer à l'horizon 2030 parmi les cinq grandes compagnies pétrolières nationales au monde, a accéléré ces derniers mois la cadence pour renforcer son redéploiement à l'international. Le groupe présent à l'étranger, notamment en Afrique, a mis le cap cette fois-ci sur l'Amérique latine où il exploite déjà au Pérou un gisement de pétrole et de gaz (Camisea) avec l'américain HuntOil, le sud-coréen SK et le péruvien Tecpetrol. La visite de M. Ould Kaddour au Pérou et en Bolivie s'inscrit dans le cadre de cette nouvelle stratégie d'internationalisation devant permettre au premier groupe énergétique africain, qui a pâti de la chute des cours de brut, de soutenir sa quête de nouveaux marchés et de projets d'investissement à l'international. Le dirigeant de Sonatrach a multiplié durant son

déplacement les entretiens avec les responsables du secteur énergétique péruvien ainsi qu'avec les dirigeants des compagnies pétrolières intervenant dans ce pays. Ces discussions ont permis de faire un point de situation sur les projets en exploitation, Camisea et TgP, et d'évoquer la possibilité de renforcer la présence de Sonatrach au Pérou. A Santa Cruz de la Sierra, M. Ould Kaddour a rencontré le ministre de l'Energie Bolivien, Lui Alebrto Sanchez Fernandez et le P-DG de YPF avec lesquels il a discuté des possibilités de coopération dans l'amont pétrolier en Bolivie, selon les mêmes sources.

F. O./APS

Finlande Net ralentissement de la croissance au deuxième trimestre 2018

LA CROISSANCE économique de la Finlande a nettement ralenti au deuxième trimestre, s'établissant à 0,3% par rapport au trimestre précédent, selon les premières estimations publiées par l'institut statistique national. Elle est inférieure de 0,9 point à celle du premier trimestre 2018, où elle avait atteint 1,2% par rapport au quatrième trimestre 2017. La Finlande, qui a connu de longues années de marasme à partir de 2012, sort peu à peu de cette crise alors que son gouvernement de droite mise sur l'austérité salariale et budgétaire. En 2017, la croissance a été principalement portée par les exportations et les investissements, permettant à l'économie du pays de se relever. Début août, l'agence d'évaluation financière Fitch a estimé que le potentiel de croissance de la Finlande, seul pays nordique membre de la zone euro, s'était amélioré. Elle avait relevé que le vieillissement de la population finlandaise reste un frein à l'économie du pays. Fitch avait annoncé avoir revu à la hausse la perspective de la Finlande qui est passée de «stable» à «positive» et confirmé la notation de sa dette souveraine «AA». L'agence, qui avait retiré à la Finlande son «AAA» en mars 2016, a souligné que le relèvement de la perspective de la notation du pays reflétait une amélioration de la dynamique de la dette publique. Après un pic à 63,5% du PIB en 2015, le ratio d'endettement devrait tomber à 59,6% en 2018 et à 53,4% d'ici à 2027.

R. E.

Zone euro

Le chômage au plus bas depuis 2008 alors que l'inflation se stabilise

L'inflation dans la zone euro a ralenti en août à 2,0%, l'objectif fixé par la Banque centrale européenne (BCE), tandis que le chômage s'est maintenu en juillet son plus bas niveau depuis 2008, selon des chiffres publiés vendredi. Le ralentissement du taux annuel d'inflation à 2,0% en août, contre 2,1% en juillet, s'explique par une légère baisse du prix l'énergie, selon les données communiquées par l'Office européen de statistiques Eurostat. Ce chiffre, qui est une estimation provisoire, est conforme aux

attentes des analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset. Pour la BCE, une inflation annuelle très légèrement inférieure à 2,0% sur un an est considérée comme un signe de bonne santé de l'économie. L'inflation sous-jacente (hors énergie, produits alimentaires, boissons alcoolisées et tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils) a pour sa part reculé en août, pour atteindre 1,0%, contre 1,1% le mois précédent. Eurostat a également communiqué ven-

dredi les chiffres du chômage en juillet, qui est resté stable dans la zone euro à 8,2%, soit son niveau le plus bas depuis novembre 2008. Ce chiffre est en concordance avec les attentes des analystes interrogés par Factset. Le chômage dans la zone euro n'a cessé de reculer depuis qu'il est repassé en septembre 2016 sous le seuil symbolique de 10,0%. Il reste cependant toujours bien plus élevé que le taux moyen d'avant la crise financière de 2007-2008, où il s'établissait à 7,5%. Au pire

de la crise de la dette, le chômage avait atteint le taux record de 12,1% en avril, mai et juin 2013 dans la zone euro. Parmi les 19 pays ayant adopté la monnaie unique, le taux de chômage le plus faible a été enregistré en Allemagne (3,4%). Les taux les plus élevés ont quant à eux été relevés en Grèce (19,5% en mai, dernier chiffre disponible) et en Espagne (15,1%). Dans les 28 pays de l'Union européenne, le taux de chômage s'est établi à 6,8% en juillet, en baisse par rapport à juin (6,9%). **Assia D.**

Crise économique en Argentine

Le FMI veut «conclure rapidement» de nouvelles discussions

Le Fonds monétaire international (FMI) a exprimé sa volonté de «conclure rapidement» de nouvelles discussions avec Buenos Aires qui vont reprendre mardi prochain à Washington en vue d'avancer les versements du plan d'aide financière à l'Argentine, en proie à une nouvelle crise économique. «La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, et l'équipe du Fonds, le ministre des Finances (argentin) Nicolas Dujovne et son équipe, ont programmé une réunion mardi prochain pour faire avancer le dialogue», a annoncé Gerry Rice, porte-parole du FMI dans un communiqué. «Notre objectif est de conclure rapidement ces discussions et de soumettre un programme économique révisé au comité de direction», a-t-il ajouté. «Comme la directrice générale l'a souligné, l'Argentine a le soutien absolu

du Fonds et nous sommes confiants que l'engagement solide et la détermination des autorités d'Argentine aideront le pays à sortir de ses difficultés actuelles», a-t-il également commenté. En juin, le FMI a accordé un prêt de 50 milliards de dollars au gouvernement argentin. Un premier versement de 15 milliards de dollars a été déjà effectué. Alors que le pays s'enfonçait dans la crise et que la colère gronde dans la rue pour dénoncer la hausse des prix, le FMI avait annoncé mercredi qu'il était disposé à avancer ses versements pour soutenir le programme économique du gouvernement. Jeudi, la Banque centrale de la République argentine (BCRA) a relevé de 45% à 60% son taux directeur, un des plus élevés au monde, pour tenter de freiner la chute du peso liée notamment à une perte de confiance des marchés. Malgré

cette annonce, le peso argentin a enregistré jeudi sa plus forte dépréciation en une seule journée depuis que, fin 2015, Mauricio Macri (centre droit) a pris ses fonctions de président, cédant 13,52% face au dollar. Vendredi, le peso s'est légèrement ressaisi à l'ouverture du marché des changes, avec une hausse de 0,68%. Des manifestations ont par ailleurs éclaté jeudi soir à Buenos Aires ainsi qu'à La Plata, Rosario et Mar del Plata. Pour exprimer leur colère face à la montée des prix, les manifestants ont frappé sur des casseroles («cacerolazos»), comme en 2001. Cette année-là, le pays a connu le plus important défaut de paiement de l'histoire et une grave crise économique et sociale.

F. Y./ Agences

Sétif

De nouvelles infrastructures pour la prochaine rentrée scolaire

■ Le secteur de l'éducation sera renforcé à Sétif, dès la prochaine rentrée, par de nouvelles infrastructures, dont trois lycées, un collège d'enseignement moyen (CEM) et 122 classes d'extension, a-t-on appris au cours d'une réunion de l'exécutif consacrée aux préparatifs de la rentrée scolaire.

Par Hocine A.

Avec la réception de ces nouvelles infrastructures, la wilaya de Sétif aura à son actif 100 lycées, 229 CEM et 384 classes d'extension, tous opérationnels, a précisé le directeur local de l'éducation, Abdelaziz Bazala, en marge de la réunion de travail tenue jeudi et présidée par le wali, Nacer Maâskri, en présence de cadres du secteur de l'éducation, les chefs de daïra, les présidents des Assemblées populaires communales (APC). La wilaya de Sétif sera ultérieurement renforcée par 5 autres lycées, 10 CEM et 42 classes

d'extension en cours de réalisation, a fait savoir M. Bazala, mettant l'accent sur l'importance de toutes ces infrastructures dans l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves à travers la wilaya. Le système d'internat opérationnel dans 4 lycées sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par un autre internat dans un établissement du cycle secondaire, a ajouté le responsable, faisant état de l'introduction, courant 2018, de la demi-pension dans 3 lycées en plus des 83 demi-pensions déjà existantes dans le cycle secondaire. Les 132 demi-pensions que compte le palier moyen de la wilaya seront également



appuyées par 2 nouvelles demi-pensions dont une qui sera réceptionnée durant la prochaine

rentrée scolaire, a encore ajouté le responsable. S'agissant des cantines scolaires, dont le

nombre s'élève à 729, M. Bazala a indiqué que des instructions ont été données pour prendre toutes les dispositions nécessaires pour généraliser le système de distribution de repas chauds à travers les cantines du cycle primaire. Le chef de l'exécutif local a insisté, au cours de cette réunion, sur l'importance de parachever tous les préparatifs avant la rentrée scolaire pour permettre aux élèves d'entamer l'année scolaire 2018-2019 «dans de bonnes conditions et sans contraintes». Il a, dans ce sens, affirmé que l'Etat a mobilisé tous les moyens nécessaires pour améliorer les conditions de scolarisation à travers les communes de la capitale des Hauts-Plateaux. H. A.

Constantine Réception «en décembre prochain» de 2 150 logements du programme AADL

Le programme de réalisation de 2 150 logements de la formule location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL), implantés à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, dans la wilaya de Constantine, sera réceptionné «en décembre prochain», a indiqué le wali, Abdessamie Saïdoune. Au cours d'une conférence de presse portant sur les préparatifs de la rentrée scolaire 2018-2019, le wali a précisé que le chantier de ce programme d'habitat est en phase de parachèvement des travaux d'aménage-

ment extérieur et des VRD (voirie et réseaux divers). M. Saïdoune a précisé que ce chantier connaît «des difficultés au niveau du raccordement des voiries et réseaux divers (VRD)», soulignant que ceux-ci demeurent «tributaires de l'aménagement des réseaux secondaires et tertiaires de tout le plan de l'occupation du sol (POS), où est implanté ce quota de logements du programme AADL». S'agissant du programme de réalisation de 6 000 logements de la même formule dans la localité «Retba», dans la commune de Didouche Mourad, le wali a

fait savoir que le taux d'avancement des travaux de ce quota d'habitat est de l'ordre de 95%, soulignant qu'une partie de ce lot d'habitat sera attribuée à ses bénéficiaires «au cours du premier semestre de l'année 2019». Le chef de l'exécutif local a indiqué, au cours de cette conférence, que plusieurs infrastructures scolaires renforceront pour la rentrée scolaire 2018-2019 le secteur de l'éducation à Constantine, notamment dans les villes d'Ali-Mendjeli et Massinissa, ciblées par de vastes opérations de relogement.

Rentrée scolaire à Guelma

Six nouveaux établissements renforcent le secteur de l'éducation

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Guelma sera renforcé par six nouveaux établissements, tous paliers confondus, totalisant 2 400 places pédagogiques, au titre de la rentrée scolaire 2018-2019, ont indiqué les services de la direction de l'éducation. Deux lycées de 800 places pédagogiques et 200 repas seront mis en service «dès septembre prochain», a précisé le

chef de service programmation auprès de la direction locale de l'éducation, Brahim Kadi, détaillant que ces infrastructures scolaires sont implantées dans la commune de Tamlouka (60 km au sud-ouest de Guelma) et Lahraza, distante de 15 km au sud du chef-lieu de wilaya. Il a, dans ce sens, ajouté que ce lycée remplacera l'ancienne structure scolaire du cycle secondaire de cette commune

qui ne disposait pas des conditions requises pour une bonne scolarisation. Ces deux nouveaux lycées porteront à 39 le nombre de structures scolaires du palier secondaire à Guelma, réparties sur les 34 communes de la wilaya, a-t-on noté. M. Kadi a aussi rappelé qu'un collège d'enseignement moyen (CEM), catégorie B5 doté de 200 repas, sera opérationnel à l'agglomération secondaire de la commune

de Oued Zenâta, au titre de cette rentrée scolaire, assurant que ce CEM permettra d'accueillir les collégiens de la région, contraints d'effectuer quotidiennement 8 km pour rejoindre le CEM le plus proche. Aussi, trois nouveaux groupements scolaires avec 1 000 places pédagogiques pour le cycle primaire seront mis en service au POS sud, la nouvelle ville de Guelma, et dans les

communes de Loknia, située à 50 km au Nord-ouest du chef-lieu de wilaya et celle de Maza Amar, à 12 km à l'ouest de Guelma, a-t-on encore détaillé. La même source a assuré qu'un personnel qualifié pédagogique et administratif a été affecté à ces établissements scolaires dotés d'équipements nécessaires devant permettre une scolarisation «dans les meilleures conditions».

Oran

Le complexe olympique sera livré en mars 2020

Le complexe olympique d'Oran sera livré, dans sa totalité, en mars 2020, alors que le stade de football de 40 000 places et le terrain d'athlétisme de 6 000 places seront à la fin d'année courante, a-t-on appris du wali d'Oran. Lors d'un point de presse à l'issue de sa visite au complexe olympique, Mouloud Cherifi a souligné que le village olympique sera réceptionné au début de l'année 2020, annonçant qu'une délégation du Comité olympique international est attendue à Oran le 21 septembre afin d'inspecter les dif-

férents chantiers du complexe olympique, y compris le village olympique, où le taux d'avancement global des travaux est estimé à 60%. Une autre délégation effectuera une visite au projet au mois d'octobre prochain, a-t-il ajouté. Pour ce qui est de la pelouse du stade de football, le wali a indiqué que l'entreprise qui devra réaliser le terrain sera installée au mois de septembre prochain. Il est à noter que des projecteurs et deux écrans géants ont été installés à l'intérieur du stade où le taux d'avancement

des travaux a atteint les 90%. Visitant le complexe, le wali a déploré une «certaine désorganisation» au niveau des différents chantiers du projet, notamment au niveau du village olympique, soulignant que des correctifs seront apportés pour pallier les différents déficits constatés et faire avancer les chantiers. Dans ce cadre, il a constaté un manque d'ouvriers sur les chantiers, insistant les responsables du projet de renforcer les chantiers en main-d'œuvre. Une réunion est prévue demain lundi au siège de

la wilaya avec le directeur de l'emploi et des membres du comité de pilotage du projet pour apporter des solutions concrètes à ce problème. Des recrutements sont donc prévus pour renforcer la main-d'œuvre dans les différents chantiers de ce gigantesque projet. Néanmoins, Mouloud Cherifi a tenu à rassurer quant à l'avancement des travaux, soulignant que depuis l'installation du comité de pilotage du projet, qui regroupe tous les intervenants ayant un lien avec le complexe olympique, les choses ont connu une nette amé-

lioration. Concernant le village olympique, qui peut accueillir 4 500 personnes, les responsables de cette tranche du complexe se sont déplacés plusieurs fois à l'étranger pour observer les villages olympiques réalisés afin de s'inspirer des expériences de ces pays en la matière et déterminer le modèle de village à réaliser au niveau du complexe d'Oran, ainsi que toutes ses dépendances, en l'occurrence les commerces, les restaurants, les lieux de loisirs, entre autres.

Hocine A./APS

Elections en Mauritanie

L'opposition va-t-elle réussir son retour ?

■ Près d'1,4 million de Mauritaniens étaient appelés aux urnes hier pour élire leurs députés, leurs conseillers régionaux et municipaux. Et les électeurs font face à une avalanche de candidatures.

Par Farid M.

Il faut dire qu'après avoir boycotté pour l'essentiel précédent scrutin en 2013, c'est l'opposition tout entière qui participe cette année. Et pour cause, à moins d'un an de la présidentielle prévue mi-2019, cette élection a valeur de test à bien des égards. Les Mauritaniens étaient appelés le 1^{er} septembre à se choisir un nouveau Parlement et des conseils municipaux et régionaux. 98 partis politiques briguent les suffrages. Ces élections sont déterminantes à la fois pour les principales forces de l'opposition mais aussi pour le parti au pouvoir du président Ould Aziz. En 2013, l'UPR avait profité du vide né du boycott des poids lourds de l'opposition pour s'imposer au Parlement. Aujourd'hui, ceux qui avaient boycotté reviennent et donnent le change. Le retour sur la scène politique des grands partis radicalement opposés au régime, à l'exemple des islamistes de Tawassoul et du Rassemblement des forces démocratiques (RFD) d'Ahmed Ould Dadah, aurait créé une certaine angoisse dans les rangs de la majorité actuelle. Angoisse



illustrée par l'engagement du chef de l'État mauritanien qui a conduit personnellement la campagne électorale de l'UPR en

sillonant les quinze régions de la Mauritanie. Une première dans le pays. Aucun chef d'État n'avait, auparavant, participé à

une campagne pour les législatives. Ses appels à une victoire écrasante de l'UPR à l'Assemblée seront-ils entendus

? L'UPR va-t-elle conserver la majorité absolue ? Les islamistes de Tawassoul, qui avaient aussi profité du vide laissé par les autres en 2013, vont-ils être confirmés comme principal parti d'opposition ? Ce sera l'un des tests de ce scrutin.

L'enjeu du troisième mandat

Enfin le pari risqué de Biram Dah Abeid, le militant antiesclavagiste actuellement incarcéré, va-t-il payer ? Pour se présenter aux législatives, il a uni son mouvement avec le Sawab, un parti nationaliste arabe traditionnellement hostile aux Négro-Mauritaniens, son bastion électoral. En ligne de mire également, la possibilité pour la majorité présidentielle, si elle obtient les deux tiers des sièges de députés, de faire sauter le verrou constitutionnel, ouvrant la voie à un troisième mandat du président. Les récents propos de Mohamed Ould Abdel Aziz, affirmant que « ceux qui parlent souvent de troisième mandat doivent d'abord gagner les législatives », ont relancé la polémique. A bien des égards, ce triple scrutin fait donc figure de répétition générale avant la présidentielle de 2019.

F. M./RFI

Tunisie

«Il n'y a aucune ligne rouge dans la guerre contre la corruption»

«Il n'y a aucune ligne rouge dans la guerre contre la corruption et nul ne bénéficie de l'immunité dans cette guerre», a averti vendredi le Chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, cité par l'agence tunisienne TAP. «Nous aspirons à un Etat de droit et de transparence», a-t-il lancé quelques heures après le limogeage du ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Gaddour, du secrétaire d'Etat chargé des Mines, Hachem Hmidi et de certains responsables de son département, sur fond de l'exploitation par un investisseur tunisien d'un champ pétrolier dans les zones côtières de Monastir sans disposer d'un permis. «Le gouvernement va prendre toutes les mesures nécessaires pour consacrer un surcroît de transparence dans le secteur de l'énergie», a-t-il promis en marge de sa rencontre périodique avec les membres de son gouvernement qui a eu lieu au mess des officiers au Belvédère. A ce propos, M. Chahed a déclaré avoir confié à l'Instance de contrôle général des services publics (ICGSP) et à l'Instance de contrôle général des finances l'ouverture d'une enquête à ce sujet avant de soumettre l'affaire à la justice. «L'impulsion de l'investissement dans le secteur de l'énergie ne signifie point le pillage des richesses du peuple tunisien ou leur exploitation de manière non transparente», a-t-il tenu à préciser. «Ces dossiers sont dangereux et inadmissibles, et ne peuvent

être tolérés», a-t-il lancé. «Je suis résolument engagé à poursuivre la guerre contre la corruption, car je ne crains que Dieu et je veille sur les richesses du pays qui m'ont été confiées par le peuple tunisien», a-t-il encore souligné. M.

Chahed a décidé vendredi le limogeage du ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Khaled Gaddour, du secrétaire d'Etat chargé des Mines, Hachem Hmidi, du directeur général et du président-direct-

teur général de l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP). Il a également décidé de rattacher le ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables à celui de l'Industrie et des Petites et Moyennes

Entreprises et de créer une commission d'experts rattachée à la présidence du gouvernement afin de restructurer le ministère et réviser le mode de gouvernance du secteur des énergies et des mines. Sara H./APS

Maroc

Le leader du mouvement de contestation Hirak en grève de la faim

Le leader du mouvement de contestation sociale du «Hirak» au Maroc, Nasser Zefzafi, condamné à 20 ans de prison, a entamé jeudi une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention, selon son père. «Il est décidé à ne plus manger ni boire jusqu'à ce que ses revendications soient satisfaites. C'est une grève de non-retour», a déclaré son père Ahmed Zefzafi, cité par l'AFP. «Il ne demande que les droits dont bénéficient les

autres prisonniers : qu'on le sorte de l'isolement en cellule individuelle et le mette dans une cellule digne où il puisse voir et parler avec les détenus», a-t-il ajouté. Selon lui, son fils ne comprend pas pourquoi un traitement «aussi sévère» lui est réservé. La direction de la prison Oukacha de Casablanca où il est détenu n'a fait aucun commentaire sur le sujet. Arrêté en mai 2017 en pleine contestation sociale dans la région du Rif (nord) suite au mou-

vement qui a agité en 2016 et 2017 le nord du Maroc, dont 11 des prévenus de Casablanca, Nasser Zefzafi avait été condamné fin juin à 20 ans de prison pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat», au terme de neuf mois d'un procès réunissant un total de 53 prévenus. Nassez Zefzafi, un ancien chômeur devenu le visage de la contestation, avait été arrêté après avoir interrompu le prêche d'un imam ouvertement hostile au mouve-

ment dans une mosquée d'Al-Hoceïma, l'épicentre du «Hirak» qui a secoué la région. La contestation avait été déclenchée suite à la mort d'un vendeur de poissons, broyé dans une benne à ordures en octobre 2016, alors qu'il s'opposait à la saisie de sa marchandise. Au fil des mois, le mouvement a pris une tournure plus sociale et politique, appelant à davantage de développement et à la fin de la «marginalisation» de la région. A. O.

Libye

L'aéroport de Tripoli suspend ses vols

L'aéroport de Tripoli a annoncé vendredi soir la suspension de tous les vols en raison des combats près de la capitale libyenne qui ont fait au moins 39 morts depuis lundi, selon une source aéroportuaire. Les vols ont été provisoirement déviés vers l'aéroport de Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, a souligné la même source, citée par l'AFP. Ancien aéroport militaire, Mitiga est situé dans l'est de la capitale.

Il a été ouvert au trafic civil après la destruction de l'aéroport international de Tripoli, situé au sud de cette ville, au cours de violences en 2014. Au moins trois roquettes ont ainsi atterri à proximité de l'aéroport de Mitiga, contraignant les services aéroportuaires à suspendre les vols pendant au moins 48 heures, par mesure de sécurité, a raconté un responsable de l'aéroport. Au moins 39 personnes ont été

tuaées et une centaine d'autres blessées, pour la plupart des civils, en cinq jours d'affrontements entre milices rivales dans les quartiers sud de Tripoli, d'après un nouveau bilan du ministère de la Santé rendu public vendredi soir. Les combats ont marqué une pause dans la journée de jeudi à la suite d'un accord de cessez-le-feu, avant de reprendre dans la soirée. Les affrontements à l'arme lourde se

sont poursuivis vendredi de façon intermittente. Selon des témoins et les services de secours libyens, plusieurs roquettes et obus se sont abattus dans plusieurs régions autour et dans la capitale libyenne, faisant davantage de victimes civiles. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la capitale libyenne est au cœur d'une lutte d'influence entre milices. R. M.



Brésil

Lula mis hors-jeu de la présidentielle

■ Le Tribunal supérieur électoral (TSE) du Brésil a tranché : l'ex-président Lula ne pourra pas briguer un troisième mandat à l'élection d'octobre, dont il était le grand favori malgré son incarcération.

Par Rima C.

À l'issue de huit heures de débats, les magistrats ont invalidé par une majorité écrasante de 6 contre 1 la candidature de Luiz Inacio Lula da Silva, 72 ans, en prison depuis avril pour corruption. Après des mois de conjectures, le plus grand pays d'Amérique Latine y voit un peu plus clair dans l'élection la plus imprévisible de son histoire récente, même si des recours sont encore possibles. À l'issue du vote du TSE, le Parti des travailleurs (PT) de Lula a affirmé dans un communiqué qu'il continuerait à lutter «par tous les moyens» pour que l'icône de la gauche puisse être candidat. «Nous allons présenter tous les recours possibles devant les tribunaux pour que les droits politiques de Lula soient reconnus (...) Nous allons le défendre dans les rues, avec le peuple, parce qu'il est le candidat de l'espérance», affirme le texte. Largement en tête des intentions de vote,

l'ex-président (2003-2010) a été déclaré inéligible en vertu d'une loi qui interdit à toute personne condamnée en appel de se présenter à une élection. Ce résultat était attendu, mais le vote du juge Edson Fachin, qui était le 2^e à s'exprimer, avait relancé momentanément le suspense. Il s'est appuyé sur une recommandation récente du comité des droits de l'Homme de l'ONU pour préconiser de «respecter le droit de Lula à présenter sa candidature» le temps que tous les recours soient épuisés. Un argument également évoqué par le PT dans son communiqué. Mais les espoirs de Lula ont été anéantis avec les votes suivants. L'ex-juge du TSE Henrique Neves da Silva a expliqué que «quel que soit le jugement» rendu, «des recours sont encore possibles», notamment auprès de la Cour suprême. Les magistrats ont terminé leurs débats tard dans la nuit, avant le début hier de la diffusion des premiers spots de campagne des présidentiables à la télévision. Vendredi, le PT n'a

pas manqué d'inclure des nombreuses images de l'ex-président sur les spots des candidats locaux pour les postes de sénateur et de gouverneur, désignés également le 7 octobre. Des images montraient notamment des extraits du dernier discours de Lula avant qu'il ne se rende aux autorités pour purger sa peine de 12 ans et un mois de prison à Curitiba (sud). L'ancien ouvrier métallurgiste est accusé d'avoir reçu un appartement en bord de mer de la part d'une entreprise du bâtiment en échange de faveurs dans l'attribution de marchés publics. Il est également visé par cinq autres procédures, mais rejette farouchement toutes les accusations et se dit victime d'un complot politique visant à l'empêcher de briguer un troisième mandat. Sa défense considère que Lula ne peut être empêché de se présenter dans la mesure où des recours contre sa condamnation n'ont toujours pas été examinés par des instances judiciaires supérieures. Le dernier sondage de l'institut Datafolha crédite Lula de 39% des intentions de vote au premier tour, 20 points de plus que le deuxième, le député d'extrême droite Jair Bolsonaro. Lula inéligible, le PT devrait choisir pour candidat l'ex-maire de Sao Paulo



Fernando Haddad, colistier de l'ex-président. Le rapporteur du TSE a recommandé vendredi que le candidat du PT à la présidentielle soit choisi dans les 10 jours. Le PT a lancé sur Twitter un appel à tous les partisans de Lula à soutenir sur ce réseau social sa candidature avec le hashtag #LulaNasUrmasTSE (Lula dans les urnes/TSE), rapidement devenu viral. Mais dans

un Brésil très polarisé, cette campagne s'est vite transformée en guerre de tweets entre pro et anti-Lula, avec l'apparition du hashtag #LulaInelegivel (Lula inéligible), qui a vite talonné #LulaNasUrmasTSE en deuxième position du classement des messages les plus récurrents du réseau social.

R. C.



Points chauds

Mépris

Par Fouzia Mahmoudi

Benjamin Netanyahu et son équipe gouvernementale continuent de s'enfoncer dans l'abject alors qu'ils «saluent» la décision de Washington de couper les fonds aux millions de réfugiés palestiniens dans le plus grand besoin. En effet, Israël a salué hier la décision américaine de ne plus financer l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), accusant cette organisation qui aide des millions de personnes de contribuer à perpétuer le conflit israélo-palestinien. Les États-Unis et Israël accusent l'Unrwa de maintenir l'idée, à laquelle ils s'opposent, que de nombreux Palestiniens sont des réfugiés dotés du droit au retour sur les terres qu'ils ont fuies ou dont ils ont été chassés lors de la création d'Israël en 1948. Vendredi, les États-Unis, qui étaient de loin les plus grands contributeurs de l'agence, ont annoncé qu'ils cessaient leur financement à l'Unrwa, aux activités «irréremédiablement biaisées», selon la porte-parole du département d'État, Heather Nauert. «Israël soutient la décision américaine», a indiqué un responsable du bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sous couvert de l'anonymat. «Renforcer le statut de réfugié des Palestiniens est l'un des problèmes qui fait que le conflit (israélo-palestinien) s'éternise», a-t-il ajouté. Hossam Zomlot, qui représente à Washington l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a pour sa part accusé les États-Unis de «renier leurs engagements internationaux et leur responsabilité» envers un organisme mis en place par une résolution de l'ONU de 1949. «En faisant siennes les positions israéliennes les plus extrêmes sur tous les sujets, y compris sur les droits de plus de cinq millions de réfugiés palestiniens, l'administration américaine a perdu son statut de médiateur et nuit non seulement à une situation déjà instable, mais aussi aux chances d'une paix future au Moyen-Orient», a-t-il dit. L'Unrwa aide plus de trois millions de Palestiniens sur les cinq millions enregistrés comme réfugiés, notamment à travers ses écoles et ses centres de santé. L'ONU a de son côté dit «regretter» la décision américaine, estimant que l'Unrwa «fournit des services essentiels aux réfugiés palestiniens et contribue à la stabilité de la région». D'ici fin septembre, l'agence «n'aura plus un sou», avait averti mercredi son porte-parole, Chris Gunness. Netanyahu, qui après huit années parfois très difficiles avec Barack Obama, jubile aujourd'hui et se permet même de faire des déclarations plus méprisables les unes que les autres s'est dit cependant en faveur d'une nouvelle façon d'aider les Palestiniens. «Ce serait bien d'allouer des fonds à d'autres parties qui pourraient correctement utiliser l'argent au bénéfice de la population, et ne pas perpétuer le statut de réfugié», a-t-il dit. Reste à savoir comment la population palestinienne réussira à survivre sans l'apport financier américain, alors qu'à Washington l'on semble non seulement ignorer mais mépriser le peuple palestinien qui n'en a pas fini d'être tourmenté.

F. M.

Pays-Bas

Une attaque au couteau à la gare d'Amsterdam fait deux blessés graves

Deux personnes ont été grièvement blessées vendredi dans une attaque au couteau à la gare centrale d'Amsterdam et l'assailant présumé, un jeune homme afghan, a été blessé par balle, a annoncé la police néerlandaise qui mentionne la piste terroriste. L'agresseur a été identifié tard vendredi soir comme étant un Afghan de 19 ans avec un permis de résidence allemand. «Nous prenons sérieusement en compte la possibilité d'un motif terroriste», a déclaré à l'AFP un porte-parole de la police d'Amsterdam, Frans Zuiderhoek. «Vers 12h10 (10h10 GMT), dans le tunnel ouest de la gare centrale, un homme a poignardé deux personnes et juste après a été blessé par balle par la police», a indiqué à l'AFP un autre porte-parole de la police d'Amsterdam, Rob van der Veen. Les deux victimes, dont l'identité n'est pas connue, «sont très gravement blessées et ont été emmenées à l'hôpital», a-t-il précisé. Leur agresseur présumé «est également blessé mais ses jours ne sont pas en danger», a-t-il ajouté. La police «envisage tous les scénarios, y compris le pire... celui du terrorisme», a-t-il ajouté. M. Zuiderhoek a indiqué que l'assailant présumé était «en ce moment sous garde policière à l'hôpital. Il est interrogé sur son mobile». La police néerlandaise travaille en étroite coopération

avec ses homologues allemands pour obtenir des informations sur des possibles antécédents du suspect, a-t-il déclaré. Les autorités ont précisé que la gare avait été brièvement fermée et non évacuée. Deux quais ont été temporairement fermés mais ont ensuite été rouverts. L'évacuation totale de la gare «n'a pas été envisagée», a souligné la police. Le trafic des trams au départ de la gare a cependant été interrompu. Un service spécial de la police a ouvert une enquête de routine sur les raisons pour lesquelles les policiers ont ouvert le feu. Un témoin a vu un jeune homme «s'écrouler» dans son échoppe de fleuriste, la main en sang. «Peu après, j'ai entendu des coups de feu et j'ai compris qu'il s'était produit quelque chose de grave», a déclaré Richard Sneiders à l'agence de presse néerlandaise ANP. Un peu plus tard, il a dit avoir aperçu un autre homme allongé sur le sol près de là. «La première chose qui vous vient à l'esprit, c'est que c'est un attentat terroriste. Après tout, vous êtes dans la gare centrale d'Amsterdam», a-t-il ajouté. «Il y avait une grande panique». La police, arrivée rapidement sur les lieux, a ordonné en anglais à un homme de «rester à terre» après lui avoir tiré dessus, selon le témoin. «Tout s'est passé très vite». Les autorités ont refusé de spéculer sur les raisons de l'at-

taque, alors que les talibans afghans, dans un communiqué publié jeudi, ont appelé à des attaques contre les troupes néerlandaises après la tentative de l'homme politique d'extrême droite Geert Wilders d'organiser un concours de caricatures du prophète Mahomet. M. Wilders a depuis annulé le concours, qui a fortement irrité les musulmans et suscité des protestations au-delà des Pays-Bas, «afin d'éviter tout risque de victimes de la violence islamique», a-t-il dit. Plusieurs attaques à l'arme blanche ont été perpétrées en Europe ces dernières années mais les Pays-Bas, limitrophes ou proches de certains pays touchés (France, Belgique, Allemagne) avaient été jusque-là épargnés. La dernière attaque en date a fait deux morts et un blessé grave le 23 août à Trappes dans la banlieue parisienne. Le groupe jihadiste État islamique (EI) avait revendiqué cette attaque mais les autorités françaises ont estimé que le caractère terroriste de l'attaque n'était pas confirmé à ce stade. La gare se trouve dans le centre historique de la ville entouré de canaux. Environ 250 000 personnes se rendent chaque jour dans cette gare très fréquentée de la capitale néerlandaise, selon les statistiques fournies par le guide de voyage Amsterdam.info.



Prix «Transfuge» du meilleur polar francophone de l'année 2018

«1994» d'Adlène Meddi lauréat

■ **L'écrivain algérien Adlène Meddi vient de recevoir le prix «Transfuge» du meilleur polar francophone de l'année 2018, apprend-on. Paru en octobre 2017 en Algérie aux éditions Barzakh, «1994» paraîtra en France aux éditions Rivage Noir le 5 septembre. Le livre figure aussi parmi les dix finalistes du prix des Cinq Continents de la Francophonie dont le lauréat sera connu le 5 octobre prochain, et les treize finalistes du prix des Escales littéraires d'Alger qui sera remis le 11 octobre.**

Par Abba Selles

Le roman «1994», de l'écrivain-journaliste algérien Adlène Meddi a eu le prix «Transfuge» du meilleur polar francophone de l'année 2018, lit-on sur la liste des lauréats dévoilée sur le site Internet du magazine culturel français.

Paru en octobre 2017 en Algérie aux éditions Barzakh, «1994» paraîtra en France aux éditions Rivage Noir le 5 septembre. Le livre figure aussi parmi les dix finalistes du prix des Cinq Continents de la Francophonie dont le lauréat sera connu le 5 octobre prochain, et les treize finalistes du prix des Escales littéraires d'Alger qui sera remis le 11 octobre.

Le titre du roman représente l'année 1994 où «tout bascule pour quatre jeunes lycéens d'El-Harrach» qui «décident de former, avec leurs propres moyens, un groupe clandestin de lutte antiterroriste», selon la présentation de l'éditeur.

Adlène Meddi est né en 1975 à Alger. Il a fait des études de journalisme à Alger et à l'EHESS de Marseille (France). Il a travaillé comme reporter au quotidien national «El Watan». En



2002, il publie aux éditions Barzakh un polar intitulé «Le casse-tête turc», suivi en 2008 de «La prière du Maure».

Fondé en 2004, «Transfuge» est un magazine mensuel français qui a pour ambition de «couvrir l'actualité culturelle

contemporaine et traite particulièrement de littérature et de cinéma». Le magazine ouvre la saison des prix littéraires d'automne en distinguant 18 lauréats dans 16 catégories en littérature française, étrangère, essai, polar, mais aussi un texte de théâtre.

Dans la catégorie «Meilleur roman arabe», le prix a été décerné au roman «J'ai couru vers le Nil», de l'écrivain égyptien Alaa El Aswany.

En 2017, le roman «Zabor ou Les Psaumes» de Kamel Daoud a eu le prix «Transfuge» du meilleur roman de langue française.

A. S.

M. R.

Semaine culturelle en hommage à Slimane Azem

Une clôture en beauté

La semaine culturelle en hommage à Slimane Azem a été clôturée hier à Agouni Gueghrane, dans une ambiance festive. Après cinq jours d'activités culturelles et artistiques, le rideau est tombé sur cette manifestation qui a fait drainer un public nombreux de toutes les tranches d'âge.

La semaine culturelle organisée à l'occasion de la célébration du centenaire de la naissance du monument de la chanson kabyle Slimane Azem (1918-2018) s'est clôturée hier en présence des fans de l'artiste, ses amis, des membres de sa famille ainsi que les autorités de la ville. Cette manifestation culturelle et artistique, marquée par une forte affluence du public, était une occasion pour revisiter le parcours de l'artiste, assister à une projection filmique sur sa carrière artistique, écouter les témoignages des gens qui l'ont côtoyé ainsi que les plus belles chansons qu'il a interprétées. Organisé à Agouni Gueghrane (daira des Ouadhias, à 25 km au

sud de Tizi Ouzou), le public a beaucoup apprécié les activités de cette édition qui varient entre l'art, la culture et le sport. «C'était une occasion pour faire la lumière sur le parcours de l'artiste mais aussi transmettre des messages éducatifs et culturels», a déclaré un jeune participant. «J'ai aimé le fait que le nom de Slimane Azem soit lié à tout ce qui est beau, éducatif et artistique», ajoute une dame de la région.

M. R.

Rencontres cinématographiques de Béjaïa

L'évènement s'est ouvert hier

Les Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB), rendez-vous annuel incontournable pour les cinéphiles de la région, reviennent du 1er au 6 septembre pour une 16^e mouture. La cinémathèque de Béjaïa sera comme toujours l'hôte de l'évènement, tandis que le théâtre Régional abritera le café-ciné. Du côté de la programmation, des courts-métrages, des documentaires et des longs-métrages

algériens seront projetés en présence de leurs réalisateurs, dont l'acclamé «Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh. Dans ce long-métrage de fiction, la cinéaste algérienne Yasmine Chouikh narre les pérégrinations comico-tragiques de deux septuagénaires, Ali et Joher, qui se croisent par hasard dans un village imaginaire situé en Algérie, Sidi Boulekbour, font un bout de chemin ensemble, s'attirent

mutuellement jusqu'à ce que le destin s'en mêle. Que cela soit dans le très réussi «La Bataille d'Alger, un film dans l'histoire» de Malek Bensmail (Algérie) ou bien dans l'indispensable «Pastorales électriques» du Marocain Ivan Boccara, en passant par le chef d'œuvre «Fragments de rêves» de l'Algérienne Bahia Bencheikh El Feggoun, il y a des fulgurances qui désacralisent l'Histoire du pays filmé pour n'en

conservé que la parcelle romantique. Cette sensation donne une consistance importante aux films, car formellement, le spectateur ne se retrouve plus coincé dans un discours politisé où l'émotion agrairait en dictatrice. Les œuvres étrangères ne sont pas en reste avec une production de l'Égyptienne Hala ElKoussy projetée le 3 septembre ainsi qu'un long-métrage de Nicola Klotz (France) projeté le 2 septembre.

En plus du café-ciné, espace de débats, un master-class aura lieu le 3 septembre à 10h, animé par Nicola Klotz et Elisabeth Perceval.

M. K.

AGEND'ART

Bibliothèque nationale d'El Hama

Jusqu'à aujourd'hui :

«Rencontres annuelles Méditerranée-Afrique des jeunes écrivaines»

Casif de Sidi Fredj

Ce soir à partir de 22h30:

Après avoir animé une soirée musicale, hier à Oran, l'Orchestre National de Barbès rencontre ses fans à Alger Galerie d'arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 15 septembre :

Exposition collective d'arts plastiques «Regard d'été» avec les artistes Abdelghani Chebouche, Noureddine Chegrane, Amor Driss Lamine Dokman, Madjid Guemroud et Amel Benmohamed.

Festival du cinéma américain de Deauville

Un hommage rendu à Jason Clarke en ouverture

Le 44^e Festival du cinéma américain de Deauville a débuté vendredi soir par un hommage à l'acteur australien Jason Clarke, à l'affiche du film d'ouverture «Le secret des Kennedy».

«C'est un film très politique qui a suscité de vives réactions aux Etats-Unis», a déclaré sur le tapis rouge, juste avant le début de la cérémonie d'ouverture, l'acteur de 49 ans qui a joué dans la saga de science-fiction «La Planète des singes : l'affrontement», ou encore dans le drame sur le sommet du monde «Everest». «Le Secret des Kennedy», de John

Curran, film hors compétition, revient sur un drame qui mit fin aux chances de Ted Kennedy, incarné par Jason Clarke, d'accéder à la Maison-Blanche.

62 films vont être projetés durant cette 44^e édition et quatorze longs métrages sont en compétition. Le palmarès sera annoncé le 8 septembre.

L'an passé, le festival, qui accueille environ 60 000 spectateurs par an, a couronné «The Rider» de Chloé Zhao.

«Les films en compétition sont assez tournés vers la réalité sociale. Il n'y a pas de film

pamphlétaire contre Trump mais il y a des inquiétudes, des jeunes, des communautés, qui montrent à quel point les Américains ne sont pas rassurés sur l'avenir», a expliqué le directeur du festival, Bruno Barde.

Par ailleurs, le festival rendra hommage le 7 septembre à Morgan Freeman et Sarah Jessica Parker. Plusieurs autres stars sont attendues pour cette 44^e édition : la Britannique Kate Beckinsale, les Américains John C. Reilly, Joaquin Phoenix, ou la star du film pour adolescents «Divergente», Shailene Woodley.

L. B.



Ligue 2 (4^e journée)

L'ESM l'emporte, le WAT et l'USB confirment

LA 4^e JOURNÉE du championnat de Ligue 2 Mobilis de football a donné lieu à une surprise de taille, à savoir la victoire du promu, l'ES Mostaganem à El-Eulma, au moment où l'US Biskra et le WA Tlemcen affichent clairement leurs ambitions à travers leurs nets succès, alors que le leader l'ASO Chlef, contraint au nul à Boussaada, reste en tête du classement. La surprise du jour est venue d'El-Eulma, dont le club local est tombé sur son terrain devant l'étonnante équipe de l'ES Mostaganem qui remporte ainsi son 2^e succès en déplacement (2-1) après celui acquis à Skikda (1-0).

Les Eulmis qui ont ouvert le score par l'inévitable Delhoum (21), croyaient avoir fait l'essentiel, mais non sans compter sur le retour magistral des Mostaganémois (9 pts) qui ont planté coup sur coup deux banderilles mortelles (27^e et 34^e) et qui se trouvent à présent dans le sillage immédiat du leader chélifien. Par cette défaite, les camarades de Delhoum ratent l'opportunité de rejoindre l'ASO en tête du classement.

L'ASO (10 pts) est sortie donc indemne de son périlleux déplacement à Boussaada, ramenant un précieux nul (0-0) qui aura son pesant d'or à la fin de la saison. La 3^e place, synonyme d'accession, est désormais occupée par le WA Tlemcen (8 pts) qui continue sa marche en avant en battant la JSM Skikda (2-0) sur des buts inscrits en 1^{re} période. La tactique prônée par le coach Fouad Bouali commence déjà à donner ses fruits. L'autre grand bénéficiaire du jour est l'US Biskra qui a terrassé le nouveau promu, le NC Magra (3-1), dont un doublé de Benachour.

Les gars des «Ziban» ont rapidement oublié leur relégation du palier supérieur, pour se projeter sur un rapide retour parmi l'élite. L'USB partage maintenant la 4^e place avec le MCEE, l'USMAN et l'ABS, avec un total de 7 points. Le choc de la journée entre l'USM Annaba et la JSM Béjaïa s'est terminé en faveur des «Bônois» qui remportent ainsi leur 1^{re} victoire à domicile (2-0).

Après une mi-temps vierge (0-0), les hommes de Kamel Mouassa ont accéléré la cadence pour inscrire deux buts par

les vieux briscards Maïza (57 s.pen) et Ziaya. A la faveur de cette victoire, les Tuniques Rouges reprennent des couleurs en grimpant à la 4^e place avec 7 pts, contrairement aux «Bougiotes» qui restent dans le ventre mou du classement.

En revanche, c'est le RC Relizane qui fait une bonne affaire aux dépens de l'USM Harrach (1-0) qui le place à la 8^e place avec 6 points au compteur, soit à 4 longueurs seulement du leader. Sa victime du jour, l'USM El Harrach, n'a pas tiré profit de la qualification de ses nouveaux joueurs en occupant à présent seul la 16^e et dernière place avec un petit point dans l'escarcelle. Non loin de là, plus précisément à Oran, le derby de l'Ouest, ASMO-MC Saïda, s'est terminé sans but au grand dam des supporters locaux.

Ce nul n'arrange pas les affaires des Oranais qui visent ouvertement le retour en Ligue 1 dès cette saison. Le match des mal-classés, RC Kouba - USM Blida, n'a pas connu également de vainqueur.

Les Koubéens ont ouvert le score dès le 1^{er} quart d'heure par Amsaad (15'), mais n'ont pu empêcher les Blidéens de rétablir l'équilibre à un quart d'heure de la fin par Aïssa El-Bey (75'). Un nul qui n'arrange pas aussi les deux clubs toujours installés dans la zone de turbulence.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

RCR- USMH	1-0	
ASMO-MCS	0-0	
RCK- USMB	1-1	
ABS-ASO	0-0	
MCEE-ESM	1-2	
WAT- JSMS	2-0	
USMAN -JSMB	2-0	
USB- NCM	3-1	
	Pts	J
1. ASO Chlef	10	4
2. ESM	9	4
3. WAT	8	4
4. MCEE	7	4
— A B	7	4
— US Biskra	7	4
— USM An	7	4
8. RC Relizane	6	4
9. ASM Oran	5	4
10. JSM Béjaïa	4	4
— NC Magra	4	4
12. JSM Skikda	3	4
— MC Saïda	3	4
— USM Blida	3	4
15. RC Kouba	2	4
16. USMH	1	4

Dundee United (Ecosse)

Bouhenna officiellement engagé

LE DÉFENSEUR central du MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), Rachid Bouhenna (27 ans), s'est engagé pour deux saisons avec Dundee United, a annoncé le club pensionnaire de la division 1 écossaise de football vendredi sur son site officiel. «Rachid est un joueur que nous suivons depuis longtemps et je suis ravi de l'amener dans l'équipe et de renforcer notre défense», a affirmé le manager général du club, Csaba Laszlo, cité par la même source. De son côté, Bouhenna s'est dit «ravi de

rejoindre Dundee United pour montrer mes capacités dans le football écossais. Je suis impatient de fouler le stade». Bouhenna avait rejoint le MCA en 2015, en provenance du CS Constantine, avec lequel il avait évolué pendant deux saisons. Avec le Mouloudia, Bouhenna avait remporté la Coupe d'Algérie 2016 aux dépens du NA Hussein-Dey (1-0). Il quitte le club algérois qui vient d'être éliminé de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Equipe nationale de football

Voilà pourquoi Belmadi a écarté les locaux !

■ Le coach national, Djamel Belmadi, a pris tout son temps pour élaborer sa première liste de joueurs appelés à jouer le prochain match comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019 face à la Gambie, le 8 septembre prochain à Banjul.



Belmadi a sa propre vision de l'EN

Par Mahfoud M.

Ce match, faut-il le préciser, se joue pour le compte de la deuxième journée de ces éliminatoires, groupe D, qui aura lieu à 17h30 (heure algérienne). Il faut dire que l'ancien international et ex-coach d'Dahil (Qatar) ne voulait pas se tromper et surtout pas enfoncer un joueur qui mériterait de porter les couleurs nationales. D'ailleurs, c'est pour cette raison qu'il a tenu à superviser en personne les joueurs locaux évoluant dans quelques formations du championnat national, notamment ceux concernés par les compétitions africaines. Il avait supervisé des joueurs de l'USMA, du MCA, du PAC et du CRB, sans être emballé par aucun d'entre eux. Il pense, de ce fait, que ces éléments ne méritent pas pour le moment d'être convoqués en sélection nationale. Le driver des Verts confirme, ainsi, ce que de nombreux techniciens pensent du joueur local : il est loin des exigences du football de haut niveau et qu'à encore beaucoup à apprendre s'il souhaite faire par-

tie des plans des différents sélections nationaux. Malgré cela, le coach des Verts ne compte pas fermer la porte à ces joueurs qui doivent redoubler d'efforts s'ils souhaitent figurer dans les petits papiers de Belmadi qui veut mettre en place l'équipe la plus parfaite possible et réussir un bon parcours, d'abord en éliminatoires, et ensuite la phase finale de la CAN au Cameroun. Le coach national a donc décidé de débiter avec les professionnels évoluant à l'étranger au nombre de 25 et qui seront concernés, dans une première étape, par le match face à la Gambie en attendant de disputer les autres rencontres qui se profilent à l'horizon.

M.M.

Liste des 25 joueurs :

Gardiens de but : Rais M'bolhi (Al-Ittifaq/ Arabie saoudite), Izzedine Doukha (Al-Raed/ Arabie saoudite), Alexandre Oukidja (FC Metz/ France)
Défenseurs : Aïssa Mandi (Bétis Séville/ Espagne), Rami Bensebaini (Stade Rennais/ France), Farès Mohamed Salim

(SPAL/ Italie), Rafik Halliche (Moreirense/ Portugal), Jean Mehdi Tahrat (RC Lens/ France), Ayoub Abdellouai (FC Sion/ Suisse), Mokhtar Belkhir (Club Africain/ Tunisie), Ilyes Hassani (Tchernomore Varna/ Bulgarie)
Milieux : Sofiane Feghouli (Galatasaray/ Turquie), Nabil Bentaleb (Schalke 04/ Allemagne), Saphir Taider (Impact de Montréal/ MLS), Adlène Guediou (Nottingham Forest/ Angleterre), Mehdi Abeid (Dijon FCO/ France), Ryad Boudebouz (Bétis Séville/ Espagne), Farid Boulaya (FC Metz/ France), Yacine Brahimi (FC Porto/ Portugal), Rachid Ghezal (Leicester City/ Angleterre), Riyad Mahrez (Manchester City/ Angleterre).
Attaquants : Islam Slimani (Fenerbahçe/ Turquie), Hilal Soudani (Nottingham Forest/ Angleterre), Baghdad Bounedjah (Al-Sadd/ Qatar), Yassine Benzia (Lille OSC/ France).

Sélection féminine de football

Radia Fertoul succède à Chih

Radia Fertoul a été désignée à la tête de l'équipe nationale féminine de football, en remplacement d'Azzedine Chih, démissionnaire, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. La décision a été prise à l'unanimité jeudi par les membres du Bureau fédéral, réuni jeudi en session ordinaire à Annaba, précise la même source. Le BF a décidé de conduire le même

staff technique qui a travaillé sous la coupe de Chih, à savoir les assistants Bouchrit Rachid 1^{er} assistant, Mohamed Cherif 2^e assistant et Branci Boukhalfa (entraîneur des gardiennes de but) ainsi que le staff médical composé de M^{me} Messoudi Khalida (médecin) et M^{me} Lamia (kiné). Ce staff continuera donc sa mission sous les ordres de Radia Fertoul, qui en sa qualité de coordinatrice mènera l'EN à

la CAN 2018 prévue au Ghana (17 novembre-1^{er} décembre), précise la FAF. Instructrice CAF, M^{me} Fertoul a été derrière le lancement du football féminin à Constantine (1996). Fondatrice du club FC Constantine, «elle a réussi à hisser ce club vers le haut et remporter avec lui 7 titres de champion d'Algérie dans toutes les catégories».

PH: D. R.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Constantine

Un homme se jette du pont de Sidi M'cid

Une personne de sexe masculin, la cinquantaine, a fait une chute, vendredi, du pont de Sidi M'cid (Constantine), d'une hauteur de 100 m, a-t-on appris hier auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Le corps de la victime, dont l'identité n'a pas été déterminée, a été repêché des berges du Rhumel par des éléments du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) et du poste avancé Abdelmajid-Boumaâza relevant

de ce corps constitué, a précisé la cellule d'information et de communication de la DPC. Le corps sans vie a été transporté par les mêmes services à la morgue du Centre hospitalo-universitaire Benbadis, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la sûreté de wilaya pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

H. Z.

Accidents de la circulation

9 morts et 52 blessés en 48 heures

9 PERSONNES ont perdu la vie et 52 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus au cours des dernières 48 heures dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile.

La wilaya de Bordj Bou Arréridj déplore le bilan le plus lourd avec le décès de trois femmes, suite au renversement d'un véhicule léger dans la com-

mune d'Ouled Sidi Ibrahim. Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus dans la wilaya de Jijel pour repêcher le corps sans vie d'un enfant noyé à la plage de la commune de Sidi Abdelaziz. Par ailleurs, plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées dans plusieurs wilayas de l'est et du sud du pays.

A. D.

Beach-volley

La paire Benbouali-Arif remporte la 5^e et dernière étape de la caravane

LA PAIRE Benbouali Hicham-Arif Abdelmajid d'Alger a remporté la 5^e et dernière étape du tournoi de la caravane de beach-volley, en battant, vendredi soir en finale à la plage Si Tarek (ex-Saint Roch, Oran), celle composée de Sid-Ali et Karim de Tlemcen, sur le score de 2 sets à 0 (21-15 et 21-14). La troisième place est revenue au duo Selibet-Hachouf d'Oran, qui a battu la doublette Berrani-Benfreha de Mostaganem sur le score de 2 sets à 0 (21-17 et 21-15). Trois jours durant, les fans de beach-volley ont vibré, à la plage Si Tarek, à Ain El Turck, au rythme des prouesses techniques des beach-volleyeurs, venus de différentes wilayas du pays disputer cette dernière étape de la compétition qui a regroupé les 12 meilleures paires masculines. Cette 20^e édition de la caravane de beach-volley, qui a fait halte dans plusieurs plages du littoral oranais et places publiques depuis le mois de juin dernier avec des tournois de street-volley durant les soirées du ramadhan, a été lancée depuis la plage Ain El Turck à l'occasion de l'ouverture de la saison estivale pour sillonner

ensuite les plages de Mers El Hadjadj et les Andalouses. Cette manifestation sportive, organisée par la ligue de wilaya d'Oran de volley-ball en collaboration avec la direction locale de la jeunesse et des sports, avait pour objectifs de promouvoir et consolider la pratique de cette discipline sportive et contribuer à l'animation sportive.

A. S.

Incident maritime au port d'Oran

Le car-ferry Tassili II heurte un navire panaméen

Le navire car-ferry *Tassili II*, appartenant à l'Entreprise nationale de Transport maritime de voyageurs (ENTMV), en partance du port d'Oran vers le port d'Alicante a heurté hier, lors de manœuvres de sortie, un navire battant pavillon panaméen, accosté à proximité de la passe du port, a indiqué l'ENTMV dans un communiqué.

L'incident du navire car-ferry *Tassili II*, à son bord 1 287 passagers et 305 véhicules, s'est produit à 2h30 du matin, et a provoqué au navire une déchirure longitudinale de la coque sans gravité au-dessus de la ligne de flottaison et un enfoncement de coque à l'autre navire, précise la

UNE PISTE POUR FAIRE BAISSER LES IMPORTATION "CONSOMMONS ALGÉRIEN"



Loumis

Djalou@hotmail.com

En prévision de la rentrée scolaire à Béjaïa

Réfection et entretien de 150 établissements scolaires

La direction de l'éducation et les APC sont à pied d'œuvre pour achever les travaux de réfection, d'entretien et de rénovation des établissements scolaires avant la rentrée prévue ce mercredi.

Par Hocine Cherfa

Les travaux de réfection et d'entretien ont été lancés dans le cadre du budget consacré par l'APW aux aides aux communes et du Fonds commun des collectivités locales (FCCL). Ainsi, lors de sa session tenue il y a près de deux mois, l'APW avait alloué 9 milliards de centimes dans le cadre du BS et 15 milliards dans le cadre du Fonds commun des collectivités locales (FCCL) ceci en attendant un montant qui va être consacré très prochainement. Ce sont quelque 150 établissements qui ont été touchés par la réfection, à

savoir 94 écoles primaires, 37 CEM et 19 Lycées. Certains établissements ont subi de grosses réparations comme la construction de murs de soutènement, travaux d'étanchéité, travaux de confortement, plomberie, etc. Il est utile de rappeler que la wilaya de Béjaïa dispose, au total, de 560 écoles primaires, 158 CEM et 64 lycées. Elle verra l'inauguration, cette année, d'un lycée à Timezrit, après un projet qui a duré quatre années, un CEM à Akfadou et un groupe scolaire (école primaire) à Merdj Ouamen, dans la commune d'Amizour. Notons que le lycée de Timezrit portera le nom du

défunt maire Fateh Chibane, assassiné il y a plusieurs années par une horde d'intégristes sur les hauteurs d'Adekar. Il est à rappeler que la commune de Béni Maâouche a bénéficié de 5 milliards de centimes pour la réfection de 5 écoles.

Mais la commune compte 11 écoles nécessitant entretien et réfection selon l'APC. A Ait Smail, l'APC a fait appel aux transporteurs privés afin de poursuivre le ramassage scolaire jusqu'à la fin de l'année en cours, selon les contrats signés au début de l'année en cours. L'APC a débloqué 300 milliards de centimes pour équiper 5 cantines scolaires. Notons, par ailleurs, que des associations s'activent depuis plusieurs semaines afin de porter aide et soutien aux familles nécessiteuses, à travers un programme de solidarité et d'aide qui consiste à distribuer des articles scolaires aux enfants. C'est le cas de l'association Errahma et la Fondation Béjaïa pour la culture et les sciences qui a élaboré un programme d'aide en fournitures scolaires qui touchera de nombreuses communes de la wilaya. La Fondation pour la culture et la science compte distribuer, au total, 4 000 cartables pleins d'articles scolaires. Au moins 600 cartables devraient être distribués ce mardi à Akas, Kherrata, Tizi N'ebent, Darguina, etc. Il est prévu aussi la distribution de 70 cartables à El-Kseur, 200 à Tamokra, 80 à Timezrit, 100 à Akbou... H. C.

R. Z.